



RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE

Liberté  
Égalité  
Fraternité

**BOAMP.fr**

Bulletin officiel des annonces des marchés publics

## Avis de marché

Attention : les informations contenues dans l'extrait PDF peuvent dans certains cas ne pas présenter le texte intégral de l'annonce. Les extraits PDF des annonces du BOAMP ne constituent pas le format officiel, pour consulter le texte intégral au format officiel du présent avis, cliquez sur <https://www.boamp.fr/pages/avis/?q=idweb:25-35966>

Département(s) de publication : **75, 91, 92, 93, 94, 95, 77, 78**

Annonce n° **25-35966**

---

### Section 1 - Acheteur

#### 1.1 Acheteur

**Nom officiel** : Ministères Sociaux

**Forme juridique de l'acheteur** : Autorité publique centrale

**Activité du pouvoir adjudicateur** : Services d'administration générale

### Section 2 - Procédure

#### 2.1 Procédure

**Titre** : Evaluation du label égalité professionnelle

**Description** : Evaluation du label égalité professionnelle Ce marché consiste en une étude portant sur 2 volets complémentaires - l'analyse de la pertinence du label d'une part et de la gouvernance du label d'autre part - qui doit aboutir à la formulation de recommandations et de scénarios d'évolution possibles du label.

**Identifiant de la procédure** : 3d6486f8-c795-4942-9872-0a1375df5c5b

**Type de procédure** : Ouverte

##### 2.1.1 Objet

**Nature du marché** : Services

**Nomenclature principale ( cpv )** : 79311000 Services d'études

**Nomenclature supplémentaire ( cpv )** : 79311200 Services de réalisation d'enquêtes

**Nomenclature supplémentaire ( cpv )** : 79311300 Services d'analyses d'enquêtes

##### 2.1.3 Valeur

**Valeur estimée hors TVA** : 75,000 Euro

##### 2.1.4 Informations générales

**Informations complémentaires** : Pour sa part unitaire à bons de commande, l'accord-cadre est conclu sans minimum et avec un maximum de 15 000 Euros HT sur la durée

totale du marché. A titre indicatif et non-contractuel, le montant estimatif pour la part à bons de commande est de 10 000 Euros HT sur la durée totale du marché.

**Base juridique :**

Directive 2014/24/UE

**2.1.6 Motifs d'exclusion**

Situation analogue à la faillite prévue dans la législation nationale : Les motifs d'exclusion au présent marché sont indiqués à l'article 4 du RC

## **Section 5 - Lot**

**5.1 Identifiant technique du lot : LOT-0001**

**Titre :** Evaluation du dispositif du label Egalité professionnelle

**Description :** Evaluation du dispositif du label Egalité professionnelle Ce marché consiste en une étude portant sur 2 volets complémentaires - l'analyse de la pertinence du label d'une part et de la gouvernance du label d'autre part - qui doit aboutir à la formulation de recommandations et de scénarios d'évolution possibles du label.

**Identifiant interne :** PRA025932

**5.1.1 Objet**

**Nature du marché :** Services

**Nomenclature principale ( cpv ):** 79311000 Services d'études

**Nomenclature supplémentaire ( cpv ):** 79311200 Services de réalisation d'enquêtes

**Nomenclature supplémentaire ( cpv ):** 79311300 Services d'analyses d'enquêtes

**5.1.3 Durée estimée**

**Date de début :** 18/08/2025

**Date de fin de durée :** 17/08/2026

**5.1.5 Valeur**

**Valeur estimée hors TVA :** 75,000 Euro

**5.1.6 Informations générales**

**Participation réservée :** La participation n'est pas réservée.

Projet de passation de marché non financé par des fonds de l'UE

**Le marché relève de l'accord sur les marchés publics (AMP) : non**

**Informations complémentaires :** Présentation des candidatures : Les candidats ont le choix de présenter leur candidature sous forme de document unique de marché européen électronique (DUME) en utilisant le service DUME ou le service exposé de PLACE sous forme de candidature standard en utilisant les formulaires DC1 et DC2 ou équivalents. Si, pour une raison justifiée, l'opérateur économique n'est pas en mesure de produire les renseignements et documents demandés par l'acheteur, il est autorisé à prouver sa capacité par tout autre moyen considéré comme approprié par l'acheteur.

Clause environnementale : Dans une volonté de protection de l'environnement, il est fait application de l'article L.2112-2 du code de la commande publique, en prévoyant dans le

marché, objet de la présente consultation, des conditions d'exécution des prestations comportant des éléments à caractère environnemental. Le titulaire doit mettre en oeuvre et d'effectuer un suivi d'exécution précis à l'acheteur sur les moyens techniques afin de réduire son empreinte carbone pendant la durée d'exécution du marché. Un rapport en matière de sobriété numérique devra être communiqué dans un délai de 15 jours ouvrés après la date de fin du marché (jour de la présentation du rapport final).

#### 5.1.9 Critères de sélection

**Critère :**

**Type :** Capacité économique et financière

**Nom :** Capacité économique et financière

**Description :** - Chiffre d'affaires annuel « général » des 3 derniers exercices disponibles ; - Chiffre d'affaires annuel « spécifique » dans le domaine d'activité couvert par le marché des 3 derniers exercices disponibles ;

**Critère :**

**Type :** Capacité technique et professionnelle

**Nom :** Capacité technique et professionnelle

**Description :** - Présentation d'une liste des principaux services effectués au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Les prestations de services sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique. Les éléments de preuve relatifs à des services pertinents fournis il y a plus de trois ans seront pris en compte ; - Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pendant les pour chacune des trois dernières années.

#### 5.1.10 Critères d'attribution

**Critère :**

**Type :** Coût

**Description :** Critère 1 : Prix de la prestation (40%) Sous-critère 1.1 : Montant total des prestations forfaitaires (30%) Sous-critère 1.2 : Montant total du DQE sur la base des prix renseignés au BPU (10%)

Pondération (pourcentage, valeur exacte) : 40

**Critère :**

**Type :** Qualité

**Description :** Critère 2 : Qualité de la méthodologie pour la réalisation de l'évaluation (30%) Sous-critère 2.1 : Qualité de la méthodologie proposée pour la réalisation de la collecte des données pour chaque volet (10%) Sous-critère 2.2 : Qualité de la méthodologie proposée pour la réalisation de l'analyse des données pour chaque volet (10%) Sous-critère 2.3 : Expérience antérieure d'évaluation (10%)

Pondération (pourcentage, valeur exacte) : 30

**Critère :**

**Type :** Qualité

**Description** : Qualité de l'équipe en charge du projet au regard du type d'évaluation à réaliser (20%)

Pondération (pourcentage, valeur exacte) : 20

**Critère :**

**Type** : Qualité

**Description** : Sobriété numérique pour limiter l'impact sur l'environnement (10%)

Pondération (pourcentage, valeur exacte) : 10

**5.1.11 Documents de marché**

**Langues dans lesquelles les documents de marché sont officiellement disponibles** : français

**Adresse des documents de marché** : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

**5.1.12 Conditions du marché public**

**Conditions de présentation :**

**Présentation par voie électronique** : Autorisée

**Adresse de présentation** : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

**Langues dans lesquelles les offres ou demandes de participation peuvent être présentées** : français

**Catalogue électronique** : Non autorisée

**Date limite de réception des offres** : 02/04/2025 à 12:00

**Date limite de validité de l'offre** : 180 Jour

**Conditions du marché :**

**Le marché doit être exécuté dans le cadre de programmes d'emplois protégés** : Non

**Facturation en ligne** : Autorisée

**La commande en ligne sera utilisée** : non

**Le paiement en ligne sera utilisé** : non

**Informations relatives aux délais de recours** : Précisions concernant les délais d'introduction de recours : 1) le référé précontractuel (articles L.5511 à L. 5511 12, et R. 5511 à R. 5516 du code de justice administrative) peut être introduit jusqu'à la signature du contrat ? 2) le référé contractuel (L. 55113 à L. 55123, et R. 5517 à R.55110 du code de justice administrative) introduit après la signature du contrat dans un délai de 31 jours, à compter de la publication d'un avis d'attribution du contrat au Journal officiel de l'union européenne (Joue) ou dans un délai de 6 mois, à compter du lendemain du jour de la conclusion du contrat, si aucun avis d'attribution n'a été publié ou si aucune notification de la conclusion du contrat n'a été effectuée ? 3) le recours de pleine juridiction en contestation de la validité du contrat (CE, Ass, 4 avril 2014, Département de Tarn-et Garonne, req. no358994) introduit par tout tiers à un contrat administratif susceptible d'être lésé dans ses intérêts de façon suffisamment directe et certaine par sa passation ou ses clauses dans un délai de deux mois à compter de l'accomplissement des mesures

de publicité appropriées. La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

#### 5.1.15 Techniques

**Accord-cadre :**

Pas d'accord-cadre

**Informations sur le système d'acquisition dynamique :**

Pas de système d'acquisition dynamique

**Enchère électronique : non**

#### 5.1.16 Informations complémentaires, médiation et réexamen

**Organisation chargée des procédures de médiation :** Tribunal administratif de Paris

**Organisation chargée des procédures de recours :** Tribunal administratif de Paris

**Organisation qui fournit des informations complémentaires sur la procédure de passation de marché :** Ministères Sociaux

**Organisation qui fournit un accès hors ligne aux documents de marché :** Ministères Sociaux

**Organisation qui fournit des précisions concernant l'introduction des recours :** Tribunal administratif de Paris

**Organisation qui reçoit les demandes de participation :** Ministères Sociaux

**Organisation qui traite les offres :** Ministères Sociaux

## Section 8 - Organisations

8.1 ORG-0001

**Nom officiel :** Ministères Sociaux

**Numéro d'enregistrement :** 11000201100044

**Adresse postale :** 74/78 rue Olivier de Serres

**Ville :** Paris

**Code postal :** 75015

**Subdivision pays (NUTS) :** Paris ( FR101 )

**Pays :** France

**Adresse électronique :** [jessica.ismael@sg.social.gouv.fr](mailto:jessica.ismael@sg.social.gouv.fr)

**Téléphone :** 0000000000

**Rôles de cette organisation :**

**Acheteur**

**Organisation qui fournit des informations complémentaires sur la procédure de passation de marché**

**Organisation qui fournit un accès hors ligne aux documents de marché**

**Organisation qui reçoit les demandes de participation**

**Organisation qui traite les offres**

8.1 ORG-0002

**Nom officiel** : Tribunal administratif de Paris

**Numéro d'enregistrement** : 17750005500013

**Adresse postale** : 7 rue de Jouy

**Ville** : Paris

**Code postal** : 75004

**Subdivision pays (NUTS)** : Paris ( FR101 )

**Pays** : France

**Adresse électronique** : Greffe.taparis@juradm.fr

**Téléphone** : 0144594400

**Rôles de cette organisation** :

**Organisation chargée des procédures de recours**

**Organisation qui fournit des précisions concernant l'introduction des recours**

**Organisation chargée des procédures de médiation**

## **Section 11 - Informations relatives à l'avis**

11.1 Informations relatives à l'avis

**Identifiant/version de l'avis** : e4c0ada1-cbf8-4171-a52c-931e5578e4bc - 01

**Type de formulaire** : Mise en concurrence

**Type d'avis** : Avis de marché ou de concession – régime ordinaire

**Date d'envoi de l'avis** : 31/03/2025 à 14:16

**Langues dans lesquelles l'avis en question est officiellement disponible** : français

11.2 Informations relatives à la publication

---

**Date d'envoi du présent avis à la publication** : 31/03/2025